

Injustice salariale chez Renault

Sud, la CFTC et la CGT confédérée appelaient à une grève ce jeudi à l'usine de Douai contre les inégalités de traitement qui profitent aux cadres dirigeants.

● La direction de Renault a décidé d'accorder à ses cadres dirigeants, pour les remercier d'avoir atteint l'objectif de trésorerie disponible, une

« prime performance groupe » d'environ 9% de leur salaire, soit en moyenne 10.000 euros. Les autres salariés doivent se contenter pour

2010 d'une augmentation générale de 0,7% et de 500 euros d'intéressement. Dans les usines du groupe, cette injustice passe mal. A Douai, Sud, la CFTC et la CGT confédérée jugent que la rencontre avec la direction de lundi 1^{er} mars a débouché sur « un constat d'échec ». S'adressant aux salariés dans un tract, ces syndicats estiment que la direction « est totalement hors sujet par rapport à vos demandes, à savoir un partage équitable entre tous les acteurs de l'entreprise ». Ils fixent la « juste revendication » à « 1.000 euros pour tous » et appelaient à la grève ce jeudi 4 mars. Ils regrettent par ailleurs « le manque d'unité syndicale [...] sur un sujet de discrimination salariale aussi important » et demandaient « à FO Renault Douai [majoritaire - NDLR] de se joindre » au mouvement, comme elle l'a fait à l'usine de Guyancourt.

Les élus s'invitent chez le directeur



De gauche à droite (écharpes tricolores) : J-Jacques Candelier, Marc Dolez et Alain Bruneel.

des éclaircissements sur l'utilisation des 3 milliards d'euros d'aides accordés à Renault par l'Etat l'année dernière, ainsi que sur la « disparition de l'outil industriel sur le site », à savoir « la ligne 18 » d'emboutissage. Ils ont aussi évoqué les « bonus conséquents que toucheront les cadres "traders" alors que les salariés "de base" sont laissés pour compte » (lire ci-contre). « Il y a urgence à préserver l'emploi et à améliorer les conditions de travail », concluent-ils.

● Fatigués d'attendre

un rendez-vous avec le directeur de l'usine Renault De Douai, les députés du Douaisis Marc Dolez et Jean-Jacques Candelier et le conseiller régional Alain Bruneel se sont « invités » mardi dernier. Ils ont fini par rencontrer Philippe Descamps, à qui ils ont demandé